



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 7 juillet 2025

EN RÉSUMÉ

Nominations

- M. Yann BUBIEN, directeur général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur, ancien directeur adjoint des cabinets de Mmes Catherine VAUTRIN, Agnès BUZYN et Roselyne BACHELOT au ministère de la Santé, retrouve la présidence du Groupe de recherche et d'application hospitalière (Graph)
- Mme Geneviève CHENE, ancienne directrice générale de l'Agence nationale de santé publique, présidera le conseil des formations de l'Ecole des hautes études en santé publique (EHESP)
- M. Lucas TOURNY, ancien collaborateur de Mme Sylvie RETAILLEAU au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de M. Jean CASTEX à Matignon, a été nommé directeur exécutif de l'Institut DataIA Paris-Saclay
- Mme Caroline DEKERLE, ancienne collaboratrice de M. Olivier DUSSOPT, jusqu'alors directrice du programme développement de l'insertion des personnes en situation de handicap à France Travail, est nommée directrice générale de l'Agefiph
- Le professeur Philippe RAVAUD, directeur du Centre de recherche en épidémiologie et biostatistique, présidera le Comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé.
- Mme Anne PADIER SAVOUROUX a été nommée conseillère école inclusive, santé, sport, handicap au cabinet de Mme Elisabeth BORNE, ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- M. Thomas FATOME, inspecteur général des affaires sociales, devrait être reconduit à la direction générale de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM)
- Mme Nicole DUBRE-CHIRAT, députée (EPR) du Maine-et-Loire, présidera la commission d'enquête sur la prise en charge de la santé mentale et du handicap, dont M. Sébastien SAINT-PASTEUR, député (PS) de la Gironde, sera rapporteur.
- M. Benjamin BESSE, professeur d'oncologie médicale à l'Université Paris-Saclay, directeur de la recherche clinique de Gustave Roussy, a été élu président de l'Organisation européenne pour la recherche et le traitement du cancer

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

PLF 2026

Le président du Sénat, M. Gérard LARCHER, a présenté au Premier ministre, les pistes élaborées par la Haute assemblée pour la préparation du projet de loi de finances 2026

Poursuites

La commission d'instruction de la CJR rend une décision de non-lieu à l'encontre de l'ancien Premier ministre Edouard PHILIPPE et des anciens ministres des Solidarités et de la Santé Agnès BUZYN et Olivier VERAN.

Cour des comptes / diabète : La Cour des comptes a recommandé hier de réformer la prise en charge du diabète en créant notamment deux niveaux d'affection longue durée (ALD) pour le diabète de type 2, selon le niveau de sévérité et de complication".

Handicap : La ministre déléguée chargée des Personnes handicapées Charlotte PARMENTIER LECOCQ a annoncé hier dix-huit mesures pour "simplifier la vie" des personnes handicapées et faciliter leur accès aux droits. Il s'agit notamment d'"alléger les démarches" et "réduire les délais" des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), qui seront déchargées de la gestion des demandes de cartes d'invalidité des personnes âgées de plus de 60 ans, qui représentent un quart des demandes faites aux MDPH.

Réduction de la durée des études de médecine, restructuration des ARS, malus pour les carences en matière de permanence des soins : propositions de la commission d'enquête sur les difficultés d'accès aux soins

Le Medef a dévoilé ses propositions pour "pérenniser et préserver" la qualité du système de santé français

Face à la dégradation des comptes de la Sécurité sociale, le Mouvement des Entreprises de France (Medef) a dévoilé hier sa "task force Santé", une série de 93 propositions visant à réformer en profondeur le système de santé français. Comme l'a rappelé son président, M. Patrick MARTIN, accompagné de M. Yves LAQUEILLE, vice-président de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), directeur général du Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne (GIM) et de M. Frédéric van ROEKEGHEM, membre et ancien président du conseil de surveillance d'Elsan (hospitalisation privée), l'objectif déclaré était de "préserver et pérenniser" ce "trésor national", jugé insoutenable par la Cour des comptes (cf. BQ du 19/03/2024). Le mouvement patronal estime que son plan permettrait de mobiliser plus de 6 milliards d'euros d'économies dès le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2026.